



CTL DU 14 MARS 2017 : LE DIALOGUE SOCIAL N'EN EST PAS SORTI GRANDI !

Ce comité technique local était tout sauf anodin puisqu'il a consacré un recul sans précédent des conditions d'exercice des mandats des représentants du personnel à la DDFIP de Vaucluse. En effet, en limitant le nombre de participants et en rognant sur le temps imparti à la préparation et aux comptes rendus des CTL et des CAPL, ce sont autant de moyens en moins pour défendre les agents et porter leurs revendications.

Même si cela ne constitue que la déclinaison locale de mesures prises unilatéralement au niveau national par Bruno Parent, le zèle et la brutalité avec lesquelles elles ont été immédiatement appliquées illustrent la dégradation vertigineuse du dialogue social à tous les niveaux de notre administration. C'est pourquoi la CGT et solidaires avaient décidé de ne pas siéger lors de la première convocation (voir motion commune lue à cette occasion ci-jointe), à la fois pour dénoncer cette situation, mais aussi pour contourner ces nouvelles règles et pouvoir préparer sérieusement cette réunion.

Cette deuxième séance a donc débuté par la lecture des déclarations liminaires (voir celle de la CGT ci-jointe) des trois organisations qui prennent la peine d'en rédiger. Le directeur n'a pas jugé utile d'y répondre. À noter que ces documents sont transmis à la direction générale qui est donc avisée de leur contenu.

Après l'approbation des PV, le CTL s'est ouvert sur l'actualisation du règlement intérieur du CTL de Vaucluse. En clair il s'est agit de mettre au vote la déclinaison locale des mesures nationales évoquées plus haut. La CGT a refusé de prendre part au vote considérant que ce vote était purement formel, aucun amendement du règlement national n'étant autorisé. Les autres OS se sont exprimées et ont choisi de voter contre.

S'en est suivie la question des horaires d'ouverture de la trésorerie de Pertuis. La CGT a réaffirmé sa position en matière de service public. La fermeture deux à trois demies journées par semaine ne doit pas être une réponse à la pénurie d'emplois.

La CGT ne compte pas cautionner l'abandon des missions (fût-il partiel). Cette demande de ré-examen émanant toutefois du service, les élus ont donc décidé de voter oui au même titre que solidaires et la CFDT. La CGT a également demandé une fois encore que la clause de revoyure sur les horaires d'ouverture soit examinée. Nous ne nous faisons plus aucune illusion sur ce point, malgré la promesse de l'ancien directeur : Encore un signe de la dégradation du dialogue social.

Le point suivant portait sur la détermination du nombre et des dates des ponts naturels pour 2017. Les deux possibilités offertes par le calendrier ont été choisies, le 25 mai et le 14 août. La CGT s'est abstenue (Solidaire contre, FO et CFDT pour). Cela constitue une demande de beaucoup de collègues mais le principe de journées de congés forcés reste inacceptable.

L'administration a ensuite informé les représentants du personnel sur deux sujets qui, selon la CGT, auraient mérité un vrai débat, précédé d'une véritable concertation, d'une évaluation de l'impact sur les conditions de travail et suivi d'un vote.

Il s'agit tout d'abord de la mise en place de la nouvelle structure de la mission domaniale, en évolution permanente depuis plus de dix ans. Un pôle d'évaluation domanial sera mis en place au 1^{er} septembre à Avignon, compétent pour trois départements : le Vaucluse, les Alpes de Haute Provence et les Hautes Alpes. Nos chers cravatés ont quand même réussi à nous expliquer que les conditions de travail des agents concernés et l'exercice des missions s'en trouveraient confortées. Cela se passe de commentaires.

De la même manière, l'expérimentation de l'accueil sur rendez vous à Avignon, n'a fait l'objet que d'un point d'information alors qu'elle va modifier toute l'organisation de l'accueil des particuliers et celle du SIP. Cela a donné lieu à un moment d'anthologie où la direction et en particulier le chef du pôle fiscal ont expliqué que les représentants syndicaux (avec quatre agents du SIP, dont un à l'accueil !) qui lui soutenaient le contraire, se trompaient et que l'ensemble des agents était ravi de cette évolution !

Pour la CGT ce dispositif est à situer dans le contexte du retrait assumé de la DGFIP de sa mission auprès du public. Avec la création des centres de contact, les restrictions des possibilités de paiement aux guichets, la fermeture des trésoreries de proximité et maintenant l'accueil sur rendez vous, elle veut favoriser les démarches par le canal du numérique, au détriment de toutes les populations fragilisées : ruraux, personnes âgées, étrangers, précaires...

La CGT en a profité pour dénoncer l'intégration « structurelle » de services civiques ou autres jeunes précaires en particulier à l'accueil des particuliers d'Avignon, qui sans eux, ne pourrait plus fonctionner. C'est un coin de plus enfoncé dans notre statut en attendant des attaques plus frontales.

La direction a ensuite présenté le budget de la DDFIP. Elle s'est félicitée une fois de plus des économies réalisées dans le domaine immobilier, il faut bien sûr comprendre ... des suppressions de structures. Le budget de la DDFIP de Vaucluse baisse de plus de 5 % par an. Combien de temps pourrons nous fonctionner ainsi ?

Questions et informations diverses :

— Comme annoncé par la CGT dans sa déclaration liminaire, le directeur a annoncé le début d'une « période de réserve » jusqu'au prochain gouvernement pendant laquelle les réformes de structures liées à l'ASR (adaptation des structures et du réseau) sont gelées. Ce ne sont que quelques mois de sursis avant des temps bien incertains.

— La CGT a rappelé à la direction son engagement de faire un bilan de l'expérimentation de la caisse « sans espèce » au CFP de Mormoiron. Ce sera fait au prochain CTL.

- Suite à une question de FO, le directeur a précisé également que le département perdra l'assignation comptable du bloc 2 (service de la dépense au pôle gestion publique), comme redouté et même plus tôt que prévu, au 01/01/2018. Il nous a été annoncé par ailleurs la probable création en Vaucluse d'un pôle régional spécialisé dans le traitement de certaines recettes non fiscales.

— Travaux : La direction n'a pas obtenu les crédits pour poursuivre le changement des fenêtres à l'HDI de Cavaillon. La première tranche, qui devrait commencer rapidement, n'est pas remise en cause car budgétisée sur 2016.

Les plans de l'intégration de la trésorerie de Cavaillon dans l'HDI seront communiqués aux chefs de services, agents et organisations syndicales fin mars.

Les discussions continuent à Apt pour la réunion des deux services avec une étude sur le bâtiment de la DAC, qui jouxte celui de la trésorerie.

Les travaux pour la création de l'accueil du SPFE/SIE à la cité administrative d'Avignon commenceront cet été. Il y a un problème de financement. Pour une ouverture au 01/09/2017, ça risque d'être juste !

Une fois de plus, un CTL nous a laissé sur notre faim, voire amers avec un directeur qui cherche à le boucler le plus rapidement possible, comme s'il voulait s'en débarrasser.

La CGT participe à ces instances dans un esprit constructif mais avec lucidité. Seule la mobilisation des personnels est susceptible de changer la donne sur les sujets importants : emplois, rémunération, statut, conditions de travail.